

A la recherche de soi-même:
le choix identitaire dans la Russie postsoviétique

La Russie a connu, en moins d'un siècle, l'équivalent de la durée de vie d'un individu, deux grands ruptures: en 1917 et, puis, en 1991. Dans les deux cas, cela signifiait non seulement la disparition d'un Etat de la carte du monde et l'apparition d'un autre (en 1991, il s'agit, en fait, de 15 autres) par une modification des frontières, mais aussi l'abolition totale de la structure sociale et, par conséquent, la perte des repères identitaires.

Le destin de la nouvelle Russie dépend pour beaucoup du résultat d'un processus en cours: l'invention d'une Nation susceptible de réunir toute la population du pays. Il existe pourtant des héritages remettant en question la réussite de ce projet ambitieux. La plupart d'entre eux sont enracinés dans le système politique précédent et dans son fondement idéologique. Il convient pour se libérer de cet héritage de rejeter certaines idées reçues, ce qui ne semble pas constituer la priorité des élites gouvernantes actuelles :

Le poids du passé

Le projet de construction identitaire officiellement proclamé par l'Etat socialiste soviétique consistait en la constitution d'une "nouvelle communauté historique de peuple – le peuple soviétique". La création d'une telle communauté était envisagée à travers l'effacement de toutes sortes de différences et d'inégalités: entre les citadins et les paysans, entre travail physique et intellectuel, entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les groupes dits aujourd'hui "ethniques" et qui à l'époque correspondaient à des "nationalités" au sens culturel et non politique de ce terme. Le système d'éducation scolaire et d'enseignement supérieur, le développement de la culture professionnelle (russophone de préférence), le service militaire et la politique migratoire d'Etat, aussi bien que tout le discours idéologique, avaient pour objectif essentiel l'unification de la population.

D'une manière paradoxale ce but devait être atteint par le biais de "l'épanouissement des (ethnies)-nations socialistes", lequel épanouissement fut considéré comme un facteur favorisant leur rapprochement. Cette volonté introduisait inévitablement au concept de multiculturalisme, c'est à dire le libre développement des cultures minoritaires, ce qui devait, selon la logique des communistes, distinguer nettement leur politique de celle de la Russie tsariste, décrite traditionnellement comme "la prison de peuples". A cette fin, le principe du fédéralisme ethnique a été mis en place, ce qui n'empêcha ni les répressions contre les élites ethniques, ni les déportations de masse de la population selon des critères ethniques.

Malgré l'indifférence affichée par rapport à toute forme de diversité, les institutions officielles ont été obsédées par le souci de catégorisation des "sujets" de l'Etat. Chaque individu a été souvent contraint, au cours de sa vie, en remplissant un formulaire donné, de s'identifier à chaque fois à différents groupes : groupes sociaux (classes), politiques (il s'agissait dans ce cas-là de déclarer appartenir ou non, à un seul parti – le parti communiste), groupes "nationaux". Il faut souligner que, contrairement à l'appartenance politique, les appartenances sociale ou "nationale" dévoilaient les *origines* de l'individu. Ceci renvoie, notamment, à une conception substantialiste du fait ethnique et réduit, voire nie, le choix identitaire qui ne s'avérait possible que pour les descendants des mariages mixtes.

Toujours en vue de cette catégorisation, une nomenclature des groupes ethniques a été élaborée en fonction de données ethnologiques. Les représentations substantialistes de l'ethnicité insérées dans le dans le cadre d'une théorie évolutionniste du développement social, ont conduit à l'élaboration d'une structure hiérarchique, fixant la position dans la société de « corps collectifs », les ethnies ("ethnos") attachés à un territoire précis, et situés à diverses étapes de développement. Les plus "développées" et les plus nombreux ont reçu le statut de nation ("natsiya") (assorti, durant la période soviétique, du qualificatif "socialiste"). Au plus bas de cette échelle hiérarchique, on trouvait les "peuples" ("narod" et "narodnost'") dont certains avaient vocation à disparaître en étant assimilés par une nation ou à constituer, eux-mêmes, une nouvelle nation. Cette classification a évolué entre les deux recensements de 1926 et de 1939, marqués par deux tendances distinctes: la première révèle la volonté de refléter la réalité,

en étant le plus exhaustif possible, la seconde tente de construire une réalité, en réduisant le nombre des "nationalités". C'est ainsi que certains groupes ethniques ont été voués à la disparition et rattachés à ceux qui avaient été choisis comme noyaux de la "consolidation nationale". Par conséquent, n'importe quelle identification n'était pas reconnue comme appartenance ethnique ("natsional'nost') de l'individu et comme pouvant être indiquée dans ses papiers.

L'histoire de la "construction nationale" sur le territoire de l'Altaï, ce massif montagneux du sud-ouest de la Sibérie, est particulièrement révélatrice. C'est en 1922 que fut créée ici une région autonome, dénommée Oyrotie. Vivaient alors à l'intérieur de ses frontières une population semi-nomade composée de groupes de population dispersés, ne reconnaissant pas leur unité et ne possédant pas d'ethnonyme propre. Cette population, bien qu'ayant une lointaine relation avec l'état médiéval des Oyrots, était turcophone, alors que les Oyrots eux-mêmes étaient de langue mongole. Quatre ans plus tard (en 1926) le premier recensement de la population de l'URSS ne décompta au sein de la région autonome d'Oyrotie que 1477 Oyrots, alors que 35601 habitants se désignèrent comme "Altaïens", parmi les 99667 habitants de cette région. Le recensement de 1939 "corrigea" cette divergence : les tableaux synthétiques dénombrent 39285 Oyrots, et plus aucun Altaïen. Les commentaires officiels éclairent ces changements : "Le terme Oyrot est un dénomination, *adoptée par le groupe des tribus turcophones* (souligné par moi) résidant dans le territoire de l'Altaï montagneux, engagées dans la voie de la consolidation au sein de l'autonomie créée en 1922"¹. Malgré ce "succès de la consolidation", la région autonome fut renommée, en 1948, en région autonome de l'Altaï montagneux, au sein du territoire (Kraï) de l'Altaï. Dans les recensements ultérieurs, le terme « Altaïens » réapparaît alors que celui d'Oyrots disparaît.

Les Téléoutes un groupe minoritaire turcophone dispersé sur le territoire de plusieurs régions administratives en Sibérie du sud-ouest, constituent un autre exemple. Ils ne furent pas inclus dans la liste des nationalités du recensement de 1939 et, tous ceux qui se considéraient auparavant comme Teleoutes s'inscrivent dans leur passeport comme Tatars, Altaïens, Chores, ou Russes, et se désigneront ou seront désignés comme Altaïens ou Tatars lors des recensements ultérieurs. Il ne fut accordé de s'inscrire comme Teleoutes sur le passeport que durant une très courte période du dégel khrouchtchévien. Cet ethnonyme disparut presque complètement durant les années 1960 et 1970, les Teleoutes préférant, en russe, s'appeler Tatars, mais continuant à se désigner dans leur propre langue, comme Telenguètes ou Païates. Cependant, durant la perestroïka, et à l'occasion d'une importante campagne en faveur d'une "renaissance nationale", ils se virent reconnaître le droit non seulement d'utiliser leur nom et d'obtenir le statut de peuple, mais aussi d'être inclus dans la liste des petits peuples indigènes, profitant ainsi d'un statut particulier².

¹ *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1939 goda. Osnovnye itogi*, Moscou, Nauka, 1992, p.247.

² Voir Blum, Alain et Filippova, Elena. Ethnie, nationalité ou clan: des formes d'identité rivales? Dans: Revue d'études comparatives Est/Ouest. Volume 34 – Décembre 2003 – N 4. P. 131-152.

Le chaos du présent

Après la fin du socialisme, de nouveaux facteurs interviennent dans le processus identitaire. La plupart des références identitaires ont été remises en cause : les identifications du genre "ex-citoyen de l'ex-URSS" ou bien encore "ancien membre du PCUS" ne sont plus envisageables. Par ailleurs, la profonde crise économique a bouleversé la structure sociale du pays. De ce fait, l'appartenance ethnique s'est avérée pour certains la plus incontestable et a pris une valeur de refuge. Cette survalorisation de l'ethnicité, qui s'explique aussi en partie par le rôle non négligeable que les mouvements politiques à revendication ethnique ont joué à la chute du régime communiste, a engendré (ou parfois réanimé), d'une part, des oppositions entre certains soi-disant représentants de groupes ethniques et l'Etat, et d'autre part, des tensions, voire des conflits armés entre des groupes ethniques différents. Ces conflits se sont conjugués avec l'émergence de nouvelles élites ethniques qui se sont engagées dans une lutte pour le pouvoir avec les autorités fédérales. Leur combat aboutit au relèvement du statut des républiques "autonomes" au sein de la Fédération de Russie. C'est au début des années 1990 que ces républiques ont proclamé leur souveraineté. En même temps, un certain nombre de langues minoritaires (celles des ethnies dites *titulaires*) ont obtenu le statut de langue officielle dans ces républiques.

Tous ces phénomènes ont favorisé l'affirmation de l'ethnicité en tant que référence identitaire. Ce phénomène est qualifié de "renaissance ethnique" mais il conviendrait plutôt de parler de "réinvention d'ethnies". La démarche était toujours la même : prouver l'ancienneté de l'ethnie en question, voire son caractère éternel, en fixant ses racines dans le temps biblique; s'approprier des sites archéologiques, des monuments historiques et culturels, des personnages prestigieux dans tous les domaines, et des formations étatiques datant d'époques anciennes, comme preuves de l'ancienneté d'une souveraineté "nationale" justifiant les revendications séparatistes actuelles. Il fallait encore affirmer la supériorité des valeurs perçues comme propres à cette même ethnie (en effet, ce n'était que des valeurs universelles, comme, par exemple, courage, hospitalité, etc.) et mettre en évidence son apport à la culture mondiale. A cet effet, des ouvrages "historiques", des manuels, des brochures et des œuvres littéraires sont parus en grand

nombre. Cette volonté de réinterpréter l'histoire a été fixée dans une expression qui est devenue populaire: "la Russie, c'est un pays avec un passé imprévisible".

En même temps, d'autres formes d'identification sont réapparues, celles qui avaient été bannies pendant l'époque soviétique, et notamment, l'appartenance aux groupes de parenté (clans) et aux groupes religieux. Les Cosaques représentent une forme d'identification particulière : un groupe historiquement socio-fonctionnel (*soslovie*) englobant une population d'origines différentes. Celui-ci est perçu aujourd'hui comme une communauté ethnique et culturelle dont les militants revendiquent la reconnaissance en tant que *peuple*³. Pourtant, n'importe quel individu ou presque, pas forcément issu d'une famille d'origine cosaque, peut se proclamer cosaque et être reconnu comme tel, à condition d'adhérer aux "valeurs traditionnelles cosaques", parmi lesquelles la religion orthodoxe, la fidélité à sa patrie, et le partage d'un héritage historique et culturel commun, sont les principales. Cette capacité d'absorption propre à ce groupe révèle la nature "contractuelle" de cette appartenance et le distingue clairement des groupes dits "ethniques".

Pour ces derniers, les critères d'appartenance restent, dans la plupart des cas, plus stricts. L'idée que l'on "naît ethnique, on ne le devient pas" est encore très présente, pour ne pas dire dominante, dans la conscience publique. Une enquête sur l'identité de la population anciennement nomade⁴ apporte des preuves convaincantes.

L'enquête se déroule, sur le territoire de la Russie, parmi les Bouriates, un groupe parlant la langue mongole. Les Bouriates habitent en Sibérie orientale. Sur le plan administratif, cette population, comptant selon le recensement de 2002, 445 milles de personnes, est divisée entre 3 régions n'ayant pas de frontières communes: la République de Bouriatie et deux districts (*okroug*) autonomes, qui sont des unités de statut inférieur à la République.

D'après nos données de terrain, pour la population concernée, l'appartenance *ethnique* ou la nationalité bouriate, est incontestable. Pour beaucoup de personnes interrogées cette appartenance est

³ Voir à ce propos: Goussef, Catherine. Identité fonctionnel, identité communautaire, identité ethnique: les composantes hybrides de la revendication du "peuple" cosaque. Dans: Revue d'études comparatives Est/Ouest. Volume 34 – Décembre 2003 – N 4. P. 77-97.

⁴ « Sociétés nomades et Etats : transitions et pouvoirs locaux chez les Bouriates (Fédération de Russie) et les Kirghiz (Kirghizstan). Analyses comparatives ». Convention d'échange CNRS – Académie des sciences de Russie. N°9573. ACI « tradition nomade ». 2003-2005. 36 entretiens ont été enregistrés en septembre 2003 et en juillet 2004 dans l'okrug autonome d'Aginskoye, Fédération de Russie.

aujourd'hui plus importante que l'appartenance à la Fédération de Russie et occupe la position la plus élevée dans la hiérarchie des composantes identitaires ("*à l'époque soviétique je me sentais avant tout citoyen soviétique. Aujourd'hui je suis Bouriate d'abord, et ensuite un citoyen russe*").

Les représentations des fondements de l'identité bouriate se basent essentiellement sur des *critères raciaux*. Personne ne doute que la naissance soit la seule possibilité pour devenir Bouriate. Même celui qui habite dans un milieu bouriate et ne parle que la langue bouriate ne peut être considéré comme tel, si ses parents, et notamment son père, ne sont pas Bouriates. D'une manière générale, l'enfant issu d'un couple "père Bouriate – mère non Bouriate" est plutôt Bouriate ("métis" selon certains enquêtés), alors que celui issu d'un couple "père non Bouriate – mère Bouriate" ne l'est pas. Cela révèle un mélange curieux de représentations anciennes claniques se manifestant dans le principe de transmission d'appartenance *ethnique* uniquement par filiation paternelle, et de conceptions biologiques contemporaines, notamment génétiques, simplifiées (d'où le terme "métis"). Les traits phénotypiques servent d'indices de l'origine bouriate, perçus comme le témoignage d'une transmission génétique.

Un autre pilier sur lequel s'appuie l'identité bouriate est la *langue*. Celle-ci est perçue par les personnes interrogées comme "*une mémoire ethnique*" et sa connaissance – comme "*un respect pour les ancêtres*". Il existe une conviction largement répandue selon laquelle on hérite de la langue au moment même de la naissance, c'est la raison pour laquelle la langue de référence d'un Bouriate reste toujours la langue bouriate – même s'il ne la parle pas ou ne la pratique pas. Cela explique, notamment, que lors des recensements, les Bouriates se croient obligés d'indiquer la langue bouriate comme langue maternelle (*rodnoi jazyk*). Pour certains, la langue apparaît même comme plus importante pour l'attribution de l'identité bouriate que les traits phénotypiques. Cependant, la non connaissance du bouriate ne remet pas en question l'appartenance ethnique d'une personne dont les parents sont Bouriates.

En ce qui concerne les *croyances*, la situation est plus complexe. La plus ancienne, la croyance païenne, chamanique, est perçue aujourd'hui encore comme marginale et presque clandestine. A l'époque soviétique, les pratiques chamaniques étaient interdites et les chamans étaient largement opprimés. De nos jours, les pouvoirs locaux semblent avoir choisi le bouddhisme comme la religion "officielle" en la favorisant au détriment du chamanisme. Pourtant, les *lamas* ne semblent pas s'opposer aux chamans ni interdire aux gens d'entretenir des contacts avec eux. Malgré le caractère assez superficiel du bouddhisme pratiqué par les Bouriates, cette religion a joué un rôle exceptionnel dans le processus de consolidation des clans anciens en *ethnie* bouriate, à partir du moment où les fonctions du chaman dans les rituels collectifs, et notamment dans les rites du passage, ont été transférées aux lamas (dans une société organisée selon des structures claniques, chaque clan ayant ses propres divinités). En effet, les deux systèmes de croyance sont perçus comme d'importance égale, le passage d'une pratique à l'autre et vice versa ne posant pas de problème particulier pour les personnes interrogées. En même temps, l'appartenance religieuse, selon plusieurs entretiens, ne constitue pas une composante nécessaire parmi celles qui façonnent l'identité bouriate.

La composante ethnique de l'identité bouriate n'occulte pas pour autant leur appartenance à l'Etat russe: les gens se disent "Bouriates de Russie", se distinguant ainsi des Bouriates de Mongolie ou de Chine. Auparavant, le sentiment d'appartenance au "peuple soviétique" était très fort, représentant la composante identitaire principale pour certains – avant tout en raison du système éducatif. La fierté d'être citoyen soviétique se basait sur l'immensité du pays et sur la puissance de l'Etat. Aujourd'hui, l'Etat soviétique cède peu à peu la place à la Fédération de Russie, dans les représentations populaires ("*La patrie n'a pas changé, c'est seulement le système politique qui a changé*"). Pourtant cette nouvelle référence identitaire est moins prononcée et semble encore en cours d'élaboration. Ceci s'explique, en partie, par l'affaiblissement, économique et politique, de l'Etat, qui n'est plus aussi omniprésent ni omnipotent. D'autre part, l'ouverture des frontières et la mise en place de liens plus étroits et plus forts avec des étrangers, notamment les Chinois et les Mongols, favorisent la création de nouveaux réseaux sociaux et économiques dont l'importance dans le processus identitaire ne doit pas être sous-estimée. En revanche, l'unité administrative territoriale, l'*okroug*, ne semble pas constituer un repère identitaire. Ceci n'est pas vraiment étonnant en raison du statut inférieur de l'*okroug* par rapport à celui de la république, de sa position incertaine face à la réforme administrative éventuelle dont il est question depuis déjà plusieurs années, aussi bien que de son impuissance économique qui lui confèrent une dépendance et un caractère provisoire. Doté de telles caractéristiques, l'*okroug* n'incarne pas l'idée de souveraineté ethnique plutôt liée à la République de Bouriatie.

L'appartenance clanique est aujourd'hui revendiquée par certains groupes de population de langues turques et mongoles, qui étaient historiquement des pasteurs nomades. Ces clans ne sont propres ni à un peuple particulier ni à un territoire donné mais recouvrent de façon transversale plusieurs d'entre eux. Pendant l'époque soviétique, les clans ont été perçus comme archaïques et condamnés à la disparition en tant que symptôme d'arriération hostile au progrès. Pourtant la mémoire collective en a été marquée, mais de manière différente selon les groupes ethniques.

Pour les Bouriates, l'appartenance clanique est secondaire et ne détermine pas le comportement quotidien. Les cas de mariages au sein du même clan ne sont pas rares. On n'observe aucune pratique économique, rituelle, familiale, d'assistance mutuelle, etc., qui soit liée aux clans; les personnes interrogées ne se souviennent d'aucun symbole clanique, etc. Cela illustre la résurgence récente de ce type d'appartenance, enfouie durant l'époque soviétique.

A l'inverse, cette appartenance clanique est plus marquée parmi les Altaïens, comme en témoignent les tentatives d'utiliser la structure des liens de parenté pour organiser et unifier la société de l'Altaï au tournant des années 1980 et 1990, aussi bien que les revendications liées au recensement des clans à l'occasion du recensement de la population du 2002. Cette volonté visait l'organisation d'un système d'auto-gouvernement, très proche de celui qui existait aux 16ème et 17ème siècles, à l'époque où les populations de l'Altaï étaient intégrées au *khanat* des Dzyngars. Il ne fut pas possible de mettre en

œuvre cette proposition, la loi fédérale sur le recensement interdisant de conduire toute opération complémentaire d'enquête au moment de son déroulement. En revanche, certaines dénominations claniques furent incluses dans la liste de nationalités du recensement⁵.

Un avenir incertain

Par plusieurs de ses caractéristiques, les formes d'identification de la population de la Russie postsoviétique possèdent un potentiel conflictuel et mettent en cause l'existence même de l'unité nationale.

En premier lieu, les références identitaires sont largement tournées vers le passé. Plus précisément, on observe deux tendances complémentaires: celle de l'abnégation du passé soviétique et celle de l'idéalisation du passé prérévolutionnaire. De surcroît, les faits historiques sont soigneusement sélectionnés: chaque communauté cherche (et retrouve) bien cachés à l'ombre des siècles, aussi bien que dans l'histoire récente, soit des témoignages de son héroïsme et de ses victoires passées, soit des épisodes traumatisants dont elle fut victime. A cause de cela, les phobies anciennes, la méfiance et la haine ont fait leur réapparition.

Depuis peu, la commémoration annuelle des héros de la bataille entre les troupes d'Ivan le Terrible et les défenseurs de la ville de Kazan en 1551 donne lieu dans cette ville, la capitale de la République du Tatarstan, à deux manifestations contraires: celle des Tatars s'opposant à celle des Russes. De la même manière, certaines dates liées à la guerre du Caucase au XIX^e siècle sont désignées aujourd'hui dans le calendrier officiel des républiques caucasiennes comme "jours de mémoire et de deuil", et les cérémonies présidées par les hauts dirigeants des républiques en question contribuent à l'approfondissement du clivage entre les "ethnies titulaires" et la population russophone, en particulier la cosaquerie, qui incarne, dans la mémoire collective, la force militaire russe. En même temps, le discours historique révèle des tensions et d'anciens conflits entre les ethnies titulaires, qui résultaient des positionnements différents de leurs chefferies respectives vis-à-vis de l'Etat russe lors de ce conflit, et qui débouchent sur des accusations réciproques. Ces relations complexes ne cessent pas de déstabiliser la situation dans la région⁶.

Il est important de souligner que les processus d'identification sont marqués aujourd'hui par des tendances discriminatoires. De nouvelles appartenances surgissent et les moindres différences culturelles suffisent à les légitimer. Ainsi, les groupes perçus autrefois comme des "sous-ethnies" revendiquent désormais leur reconnaissance. Ces

⁵ Pour plus de détails sur l'appartenance clanique chez les Altaïens voir Blum, Alain et Filippova, Elena. Op. cit.

⁶ Voir sur ce thème: Merlin, Aude et Radvanyi, Jean. Russes et Caucasiens à la fin du XX^e siècle. Identités et territoires. Dans: Revue d'études comparatives Est/Ouest. Volume 34 – Décembre 2003 – N 4. P. 97-115.

revendications entrent parfois en contradiction avec les intérêts des représentants des ethnies *titulaires*, soucieux du nombre de leurs congénères.

A la veille du recensement de 2002, ces contradictions ont alimenté des débats très animés, notamment, dans la République du Tatarstan, où un groupe perçu auparavant comme religieux, les *krjašen*, parlant une langue très proche du tatar, mais de religion orthodoxe (tandis que les Tatars sont musulmans) s'était mobilisé pour être reconnu en tant que groupe ethnique. Pourtant, "cette reconnaissance de la différenciation entre *Tatars* et *Krjašens* remettait en cause la politique de tatarisation promue par Kazan en menaçant de réduire la proportion de Tatars dans la population de la République et d'aboutir à une domination numérique des Russes"⁷.

Les Altaïens, une "nation" d'invention récente, dont les diverses "composantes" (Koumandines, Chelkanes, Toubalares, Telenguïtes) ont obtenu au tournant des années 1980 et 1990, un statut de petits peuples autochtones, constituent un autre exemple caractéristique. L'une des intrigues principales menées autour du recensement de la population dans la République de l'Altaï mit en scène les élites républicaines, soutenues par une intelligentsia se considérant comme altaïenne, et s'opposant à des acteurs se revendiquant de « petits peuples autochtones ». Ces milieux intellectuels et les militants des associations créées au nom de la « nationalité titulaire », les Altaïens, redoutèrent que le groupe ethnique "central" des Altaï-Kiji ne devienne lui-même un petit peuple⁸, et, parce qu'aucun petit peuple ne possède de république, qu'un district autonome (dont le statut offre une autonomie bien moins grande que celui de république) ne soit substitué à la République de l'Altaï.

Conscient du danger que représente l'absence d'unité nationale, le pouvoir central tente de s'opposer à ces tendances décentralisatrices. Pourtant, les initiatives qui vont dans ce sens sont souvent contradictoires et contestables. Ainsi, la décision de supprimer toute évocation de l'appartenance ethnique dans les passeports internes, prise après de longs débats au milieu des années 1990, fut interprétée comme un abandon des ethnies et a suscité une forte opposition non seulement du côté des minorités, mais aussi, en partie, du côté russe. Finalement, en dépit de la volonté du centre de substituer la citoyenneté à l'ethnicité, les républiques sont parvenues à conserver l'indication de l'appartenance ethnique dans les passeports (lequel n'est d'ailleurs plus obligatoire).

⁷ Daucé, Françoise. La religion dans les mouvements identitaires post-soviétiques. L'exemple du Tatarstan. Dans: Revue d'études comparatives Est/Ouest. Volume 34 – Décembre 2003 – N 4. P. 59-76.

⁸ Selon la loi " Sur les garanties des droits des petits peuples autochtones " (loi fédérale du 30 avril 1999, n° 82-F3. Prise le 16 avril 1999 par la Douma et entérinée par le conseil de la Fédération le 22 avril 1999), les bénéficiaires de cette loi sont " les peuples, vivant sur le territoire de peuplement traditionnel de leurs ancêtres, ayant conservé un mode traditionnel d'existence, d'activités de chasse et de pêche, *comportant, au sein de la Fédération de Russie, moins de 50 milles personnes* (souligné par moi) et se reconnaissant eux-mêmes comme une unité ethnique autonome." Il y avait, en 1989, 69,4 milles Altaïens, dont 59,1 mille dans la région autonome de l'Altaï montagneux. Si on retire du décompte des Altaïens les peuples désormais autonomes, leur nombre serait inférieur à 50 milles.

La loi sur l'autonomie ethnique et culturelle, adoptée en 1996, n'a pas touché au principe de l'autonomie territoriale, qui perpétue une inégalité entre les communautés ethniques. En effet, le domaine d'application de cette loi, dont l'objectif principal était de placer les mouvements ethniques sous le contrôle des structures bureaucratiques, est resté assez limité.

Le statut privilégié accordé à la religion orthodoxe, qui est invitée à remplir le vide idéologique, et une tendance affichée au rapprochement des autorités civiles et religieuses, représentent, eux aussi, des facteurs de discrimination plutôt que d'unité, laquelle devrait tenir compte de la diversité des pratiques confessionnelles traditionnelles au sein de la population et du niveau largement superficiel des croyances.

La politique d'affirmation du pouvoir, mise en place par Vladimir Poutine à partir de 2000, aurait pour objectif l'instauration d'une nation russe au sens politique du terme, à travers l'unification de la législation, l'affaiblissement politique des élites ethniques et une redistribution des flux monétaires entre le centre et les régions. Une nouvelle conception en termes de construction nationale a déjà été proclamée dans un discours présidentiel au début de l'année 2004: "Je crois que nous avons toutes les raisons de considérer le peuple de la Russie comme une Nation. Des ressortissants de divers groupes ethniques et religieux se perçoivent comme une nation unique, et il nous est indispensable de préserver et de renforcer cette unité". Les événements tragiques de Beslan lui ont permis d'accélérer et de durcir cette politique, dont les moyens seront loin d'être démocratiques. Est-ce inévitable dans une société dont la culture politique est fortement marquée par la dissociation profonde entre le pouvoir et le peuple? Jusqu'à quelle limite ira-t-il le recul? Pourrait-on envisager le développement de mécanismes démocratiques dans le contexte autoritaire imposé par le pouvoir? Les réponses ne sont pas évidentes.